

Il est urgent de défendre ensemble un avenir possible pour tous

Nous voulons un territoire où l'on puisse respirer un air sain, boire une eau préservée, trouver de la fraîcheur lors des canicules, se déplacer autrement, préserver les terres agricoles, les espaces naturels et la biodiversité. Un territoire vivable, respirable et accueillant pour toutes et tous.

Cet été, la crise climatique nous a brutalement rappelé son coût humain qui s'ajoute aux pertes économiques considérables.

La région des 3 Frontières est un concentré d'un développement déraisonnable durant ces 50 dernières années, entraînant des atteintes majeures à l'environnement et à la qualité de vie des habitants. À Saint-Louis les enjeux sont bien réels : artificialisation des sols, tours en béton, expansion du trafic des voitures et camions, multiplication des grands projets (Euro3Lys et EcoParc 3i), extension du trafic aérien, plateformes logistiques ou autres projets d'infrastructures, interrogent notre avenir commun.

Chaque projet, chaque activité industrielle a des conséquences sur notre environnement : consommation d'espaces naturels et agricoles, pression sur l'eau et l'énergie, émissions de gaz à effet de serre, atteintes à la biodiversité et nuisances multiples aux impacts sanitaires avérés.

Nous refusons d'opposer l'écologie à l'emploi, au dynamisme et à l'attractivité de l'agglomération ou aux besoins des habitants. Nous aspirons simplement à un développement de notre territoire compatible avec la santé, le climat, le vivant et la justice sociale.

Nous exigeons un plan d'urgence, d'adaptation et d'atténuation vers une transition soutenable.

Mais attention, les solutions trop souvent mises en avant par nos élus, communes, région et les autorités gouvernementales, se révèlent être dans les faits du greenwashing. Les mesures vers une pseudo transition, le saupoudrage d'action vertes souvent inefficaces voire contreproductives ne suffisent plus face aux enjeux énergétiques, de la biodiversité, santé, justice sociale, ... colossaux. Les technologies dites vertes ont en réalité un impact écologique non négligeable et sont économiquement trop souvent inabordable. Cette stratégie de fuite en avant vers un solutionnisme qui promet de tout résoudre sans effort, n'est plus une option.

Des choix clairs, des renoncements drastiques de la part de tous sont nécessaires. Car pour diminuer nos émissions de CO2 pour passer d'environ 8 à 2 tonnes par habitant d'ici 2035, il faut une combinaison d'actions individuelles et collectives rapides et des politiques publiques ambitieuses, mesurables et équitables afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 tout en protégeant les plus vulnérables.

L'ADRA soutient l'Appel à mobilisation nationale et lutte en particulier contre les impacts du transport aérien

Contrairement à certaines croyances, le transport aérien a une part non négligeable dans le changement climatique, particulièrement dans nos pays fortement développés où nous sommes nombreux à prendre souvent l'avion. L'aviation est le seul secteur qui augmente les émissions de CO2 et en plus ne paie pas de taxes sur le kérosène. Et au-delà des Gaz à Effet de Serre, prendre l'avion a de multiples impacts : bruit, pollution atmosphérique, surtourisme, ...

La réalité qu'on veut ignorer autour de Bâle-Mulhouse !

Sans contester le rôle économique de l'aéroport et l'utilité d'un transport aérien raisonnable, nous estimons qu'il faut prendre en compte tous les impacts des activités polluantes du transport aérien. Savez-vous que la plateforme aéroportuaire compte parmi les 5 industries les plus polluantes en Alsace ? Les riverains subissent les impacts multiples : Pollution SONORE, Pollution ATMOSPHERIQUE – AIR – Gaz – CO2 - ODEURS, Pollution dû aux ILOT de CHALEUR, Pollution LUMINEUSE NOCTURNE, Pollution INDUSTRIELLE - SOL et EAU - PFAS.

L'impact sanitaire qui en résulte autour des aéroports est largement documenté et avéré. Et voler sans motif valable est socialement injuste, puisque seule une minorité part en vacances et prend l'avion.

Mais nos élus et les responsables politiques et économiques n'ont apparemment pas encore pris conscience de l'urgence à changer nos façons d'organiser notre monde afin de préserver un avenir à tous. Ils continuent de soutenir le transport aérien à tout va.

Nos revendications

L'ADRA approuve et s'inscrit dans cette démarche. Face aux méfaits du tourisme de masse et des milliards de colis par avion, nous sommes pour l'avion limité aux besoins essentiels. Nous avons adressé des demandes spécifiques à l'aéroport de Bâle-Mulhouse et aux autorités :

- Pour la baisse du trafic et moins de nuisances
- Pour le respect **strict** du repos nocturne de **22 à 6 heures**
- Pour des trajectoires moins bruyantes et polluantes et un juste partage des nuisances avec la Suisse,
- Pour un moratoire sur la Nouvelle Liaison Ferroviaire et le gel de l'extension de l'aéroport,

Moins d'avions ... pour plus d'avenir !

Bruno Wollenschneider